

Jacques Chirac est mort. Certes. Et après ? Ou, plus précisément, et avant ?



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 27 septembre 2019

Source [Boulevard Voltaire] Au risque de passer pour le cousin mal dégrossi habitant la campagne profonde, débarquant avec ses croquenots crottés dans un salon XVIIIe avec parquet en marqueterie, tapisseries chamarrées et lustres en cristal, faisons choir, sans tarder, ce monument d'intense tartufferie qui consiste à dire tout le bien, avéré ou reconstruit, que l'on pense d'une personne, une fois celle-ci montée dans le train roulant à toute vitesse vers saint Pierre.

À peine quelques heures que l'ancien président de la République a tiré sa révérence que pleuvent, déjà, grenades laudatives et gravas apologétiques, les uns et les autres, à droite, au centre et à gauche, dans un rare et artificiel moment d'union nationale, s'efforçant, avec plus ou moins de talent et d'imagination, de tresser les lauriers hagiographiques du « grand homme ».

La vie est une succession de bilans. La mort, un inventaire. Celui de Jacques Chirac, énarque passé rapidement à la vie politique, au point d'en faire une profession à temps plein pendant quarante ans, présente un lourd passif.

Passons sur son engagement de jeunesse aux côtés du Parti communiste « français » – les guillemets s'imposent d'autant plus qu'en ce temps-là, le parti des « 75.000 fusillés » avait les yeux de Chimène pour Moscou. Notons, toutefois que, s'il est des erreurs qui peuvent être fécondes, Chirac persista avec constance, toute sa vie, dans son tropisme gauchisant.

Mais que doit-on retenir du personnage depuis le fameux « appel de Cochin » du 6 décembre 1978, lorsque ce dernier, alors déjà maire de Paris et président du jeune RPR, fustigeait le « parti de l'étranger » en visant l'UDF giscardienne taxée de vouloir vassaliser la France à l'Europe ? Rien ! Ce fut une imposture médiatique de taille que d'attribuer à celui-ci une posture idéologique qui devait bien plus à Marie-France Garaud et à Pierre Juillet, ses proches conseillers d'alors, lesquels regretteront amèrement d'avoir choisi ce cheval boiteux pour défendre le projet d'une France au sein d'une confédération européenne de nations indépendantes.

Politicien roué comme savaient en fabriquer les deux Républiques devancières dont il sut prolonger, sous la Ve gaullienne, les plus détestables pratiques, disposé à tous les renoncements comme à toutes les trahisons, cet « immobile à grand pas », selon l'éloquente expression d'Éric Zemmour, n'aura jamais aussi bien appliqué ce précepte attribué au bon docteur Queuille (ancien ministre, élu de Corrèze) en vertu duquel « *il n'est pas de problème dont une absence de solution ne finisse par venir à bout* ».

Ses deux mandats de chef de l'État furent catastrophiques : démantèlement accéléré des services publics sur ordre de Bruxelles, aggravation du chômage, de la dette publique, de l'immigration de masse (souvenons-nous des illégales occupations d'églises et autres lieux), embrasement des banlieues, asservissement à l'Union européenne (désavoué par 55 % des Français en 2005), déséquilibre institutionnel avec l'instauration du quinquennat (issu d'un référendum aussi inutile que fortement abstentionniste).

En outre, en dépit de ses affinités pro-arabes, il sut remarquablement s'attirer certaines grâces en jetant l'opprobre sur la France, l'accusant d'avoir collaboré avec l'occupant dans la déportation des Juifs de

France. Ce faisant, l'homme de l'ironique « *fracture sociale* » raviva les plaies douloureuses du « *temps où les Français ne s'aimaient pas* » et, par cette repentance à laquelle aucun de ses prédécesseurs n'avait voulu succomber, introduisit le ferment de la haine de soi dans un pays déjà en proie au doute identitaire.

Ne parlons même pas de sa lâcheté tactique qui le conduira, au lendemain du 21 avril 2002, à triompher à la Pyrrhus en confisquant le débat d'entre-deux-tours et en divisant un peu plus la société française.

Requiescat in pace.